



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 21 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SILGAN DISPENSING SYSTEMS LACROST

Chemin des Croux
CS50008
71700 Lacrost

Références : CL/NM/2024/M_108
Code AIOT : 0005402780

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement SILGAN DISPENSING SYSTEMS LACROST implanté à Lacrost (71700), chemin des Croux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche-Comté a décidé de réaliser au cours du 1^{er} semestre 2024 une action régionale sur la thématique « équipements sous pression » sous la forme d'une opération coup de poing. Son objectif est de s'assurer que les ICPE respectent la réglementation relative aux équipements sous pression notamment l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

La présente inspection s'inscrit dans la cadre de cette opération régionale. Elle a consisté à contrôler la présence et l'exactitude de la liste obligatoire des équipements sous pression exploités sur le site, et à contrôler, par sondage, quelques équipements par examen visuel ainsi que la documentation associée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Établissement : SILGAN DISPENSING SYSTEMS LACROST
Adresse : Chemin des Croux - 71700 Lacrost
Code AIOT : 0005402780

Régime : Autorisation
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

La société Silgan dispensing systems Lacrost, spécialisée dans la fabrication d'éléments de conditionnement en matière plastique destinés au marché de la cosmétique, exploite sur le territoire de la commune de Lacrost une unité de fabrication.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, notamment par l'arrêté préfectoral n° 12-01575 du 11 mai 2012.

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024 - Équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des équipements sous pression exploités par l'exploitant est globalement satisfaisante. Une action corrective et des justificatifs s'intéressant à des lacunes ou des inexactitudes d'ordre documentaire sont attendus de sa part.

2-4) Fiches de constats

(pages suivantes)

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient une liste des équipements comportant pour chacun d'entre eux, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. Quelques opérations de contrôle réalisées fin de l'année 2023 ne figuraient pas dans la liste. L'exploitant veillera à les reporter sur celle-ci dans un délai raisonnable et transmettra la liste à jour à l'inspection des installations classées au plus tard dans 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Le respect de cette prescription s'est appuyé sur l'examen de deux équipements sélectionnés parmi ceux figurant sur la liste visée précédemment :

- le séparateur d'huile du réservoir d'air BWB - Behälter n° 972432 - PS.V = 990 bar.L ;
- le réservoir d'air X-PAUCHARD n° V1900 - PS.V = 30 000 bar.L.

1) L'échéance réglementaire d'IP pour le réservoir d'air X-PAUCHARD n'a pas été respectée en 2022 (7 mois de retard)

L'exploitant justifie ce retard en expliquant ne pouvoir faire intervenir les organismes de contrôle qu'une fois par an lors des congés d'hiver alors que l'usine est à l'arrêt et en période de maintenance.

2) L'échéance réglementaire d'IP pour le séparateur d'huile BWB - Behälter est conforme

Demande d'action corrective : l'exploitant doit veiller à anticiper les échéances réglementaires relatives aux contrôles en service de ses équipements sous pression. Il précisera à l'inspection les outils qu'il compte mettre en place pour éviter que cette dérive ne se reproduise.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Le respect de cette prescription s'est appuyé sur l'examen de deux équipements sélectionnés parmi ceux figurant sur la liste visée précédemment :

- le séparateur d'huile du réservoir d'air BWB - Behälter n° 972432 - PS.V = 990 bar.L ;

<p>- le réservoir d'air X-PAUCHARD n° V1900 - PS.V = 30 000 bar.L.</p> <p>L'examen du compte-rendu d'IP relatifs aux deux équipements sondés n'appelle pas de remarque particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect de cette prescription s'est appuyé sur l'examen de deux équipements sélectionnés parmi ceux figurant sur la liste visée précédemment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le séparateur d'huile du réservoir d'air BWB - Behälter n° 972432 - PS.V = 990 bar.L ; - le réservoir d'air X-PAUCHARD n° V1900 - PS.V = 30 000 bar.L. <p>L'examen du dossier des deux équipements sondés montre que l'échéance de requalification périodique a été respectée par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant précise que les équipements oléopneumatiques installés sur les presses à injecter sont remplacés avec leurs dispositifs de sécurité tous les 10 ans. En effet, de conception simple et de coût modeste, ils se prêteraient difficilement aux inspections internes que prévoit la requalification périodique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I.- L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.- Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.- Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R.557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.- Il est interdit : - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : Le respect de cette prescription s'est appuyé sur l'examen de deux équipements sélectionnés parmi ceux figurant sur la liste visée précédemment : - le séparateur d'huile du réservoir d'air BWB - Behälter n° 972432 - PS.V = 990 bar.L ; - le réservoir d'air X-PAUCHARD n° V1900 - PS.V = 30 000 bar.L. Une erreur s'est glissée dans l'attestation de requalification périodique du réservoir d'air X-PAUCHARD : l'organisme de contrôle semble avoir interverti les n° de série des soupapes de sécurité installées sur ce réservoir et un autre présentant les mêmes caractéristiques. L'attestation de RP du réservoir X-PAUCHARD n° V900, référencée 785571 vise une soupape portant le n° de série 4627. Or, lors du contrôle visuel des équipements, il est apparu que la soupape présente portait le n° de série 4626. L'examen de l'attestation de RP du séparateur d'huile n'appelle pas de remarque particulière. <u>Demande de justificatifs :</u> L'exploitant entreprendra les démarches nécessaires auprès de l'organisme de contrôle pour faire corriger l'attestation de RP des deux réservoirs X-PAUCHARD (l'autre réservoir étant équipé de la soupape n° 4627 mais dont l'attestation de RP vise le n° de série 4626). Il transmettra les deux attestations corrigées à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'état général des équipements sondés comme les marquages dont ils sont revêtus n'appellent pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. À l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : La pression de tarage de l'accessoire de sécurité équipant le réservoir d'air X-PAUCHARD est en adéquation avec la pression de service de ce dernier.
Type de suites proposées : Sans suite